PRESIDENCE DU CONSEIL
DES MINISTRES

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail-Démocratie-Paix

DECRET N° 82/329 du 22.4.1982.-
portant réglementation des marchés
publics.-

LE PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU PARTI
CONGOLAIS DU TRAVAIL, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT
DU CONSEIL DES MINISTRES -

Vu la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
Vu la loi n°13/81 du 14 Mars 1981 instituant la Charte des Entre-
prises d'Etat ;
Vu la loi n°24/66 du 23 Novembre 1966 portant loi organique rela-
tive au régime financier ;
Vu l'Ordonnance n°63/23 du 13 Décembre 1963 relative à la Cour
Suprême statuant en matière de Comptabilité Publique ;
Vu le Code des Investissements notamment en son article 61 sur la
Commission des Investissements ;
Vu le Code Forestier ;
Vu le Décret n°59/61 du 9 Mars 1959 sur les marchés passés pour le
compte de l'Etat ;
Vu le Décret n°67/247 du 25 Avril 1967 portant création d'une Com-
mission Nationale des Contrats ;
Vu le Décret n°74/475 du 31 Décembre 1974 modifiant le Décret
n°67/241 du 25 Avril 1967 modifié par le Décret n°77/587 du 16 Novembre
1977 ;
Vu le Décret n°79/154 du 4/4/79 portant nomination du Premier
Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le Décret n°80/644 du 28 Décembre 1980 portant nomination des
Membres du Conseil des Ministres ;
Vu le Rectificatif n°81/016 du 26 Janvier 1981 au décret n°80/644
susvisé ;
Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

TITRE PREMIER - DISPOSITIONS GENERALES

1. Définition

Article 1er. - 1) Un Marché Public est un contrat écrit passé dans les
conditions prévues au présent décret par lequel une personne de droit
public ou de droit privé s'engage envers une collectivité publique, un
établissement public, une entreprise d'Etat ou un organisme para-public
à participation majoritaire des intérêts publics, à réaliser un ouvrage
pour leur compte ou sous leur surveillance ou à leur fournir des biens
ou des services moyennant un prix.

2) Les cahiers des charges visés à l'article 61 en sont les éléments constitutifs.

Article 2.- 1) La passation d'un marché public est obligatoire pour toute opération dont le coût total est au moins égal à dix millions de francs.

2) L'établissement d'une lettre^{de} commande est obligatoire pour toute opération dont le coût est compris entre cinq et dix millions de francs.

3) Le règlement des prestations dont le montant est inférieur à cinq millions de francs a lieu sur présentation d'une facture ou d'une note de frais d'honoraires.

4) La Direction Centrale des marchés et contrats de l'Etat est ampliatrice, dans les quarante huit heures, de tout contrat commercial^{passé} entre une Entreprise d'Etat et un tiers lorsque le montant du contrat est égal ou supérieur à 50 millions de francs CFA.

Article 3.- 1) Tout marché public fait l'objet d'un document unique rédigé recto-verso.

2) Sous réserve des dispositions ci-dessous, les marchés publics doivent être conclus avant tout commencement d'exécution, même dans les cas des opérations avec préfinancement, sauf dérogation exceptionnelle régulièrement donnée par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

3) Est déclarée irrecevable toute réclamation portant sur l'exécution des prestations avant la conclusion du contrat correspondant tel que prescrit par le présent décret.

4) Les auteurs des marchés établis en violation des dispositions du présent décret sont passibles des sanctions prévues par la loi n°24/66 du 23 Novembre 1966 portant loi organique relative au régime financier et par l'ordonnance n°63/23 du 13 Décembre 1963 relative à la Cour Suprême statuant en matière de Comptabilité Publique.

Article 4.- Chaque marché doit contenir au moins les mentions suivantes:

- 1°) - L'indication des parties contractantes ;
- 2°) - La date de la conclusion du marché ;
- 3°) - La définition de l'objet du marché ;
- 4°) - L'imputation budgétaire du marché ;
- 5°) - La référence aux articles et alinéas du présent décret en vertu desquels le marché est passé ;
- 6°) - L'énumération par priorité des pièces du marché ;
- 7°) - Le prix, sous réserve de l'application des articles 16 et 56 concernant respectivement les modalités de détermination du prix pour les prestations exécutées et rémunérées sur la base des dépenses contrôlées et les marchés à prix provisoire

- 8°) - Le délai d'exécution du marché ou la date de son achèvement ;
- 9°) - Les conditions de réception ou de livraison ;
- 10°) - Les conditions de règlement ;
- 11°) - Les conditions de résiliation ;
- 12°) - Le Comptable public assignataire chargé du paiement ;
- 13°) - Le régime fiscal et douanier.

Article 5. - Les marchés publics ne peuvent être modifiés que par avenants établis et notifiés dans les mêmes conditions que le contrat initial.

2. ENTREPRENEURS ET FOURNISSEURS CONTRACTANTS

Article 6. - 1) - Les personnes physiques, morales ou sociétés en état de faillite ou de cessation des paiements ne sont pas admises à soumissionner. Nul marché ne peut leur être attribué.

2) - Il en est de même des personnes physiques ou sociétés ne pouvant apporter la preuve qu'elles ont satisfait à leurs obligations fiscales.

3) - Les personnes physiques ou morales admises à la liquidation judiciaire doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité et qu'elles ont reçu une autorisation spéciale de soumissionner émanant de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

Article 7. - 1) - Les entrepreneurs et les fournisseurs contractants ou leurs mandataires dûment habilités doivent signer les soumissions ou les offres qu'ils présentent. En aucun cas un mandataire ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

~~2) - Dans le cas où plusieurs entreprises ou sociétés soumissionnent conjointement et solidairement pour l'exécution d'une même prestation, la déclaration d'intention de soumissionner et l'offre commune sont signées par les mandataires habilités de chacune des entreprises associées.~~

3. SOUS-TRAITANCE ET SOUS-COMMANDES

Article 8. - 1) Les marchés publics peuvent faire l'objet de sous-traitance ou donner lieu à des sous-commandes dans les conditions fixées par les cahiers des clauses administratives générales.

2) La sous-traitance est une convention par laquelle le titulaire d'un marché cède à des tiers une partie de ce marché.

3) La sous-commande est une commande faite à des tiers par le titulaire d'un marché en vue soit de la fabrication d'objets ou de matières intermédiaires devant entrer dans la composition de la prestation, soit de l'exécution de certaines opérations conditionnant la réalisation de cette prestation.

Article 9.- 1) Tout recours à des sous-traitants ou sous-commandiers est subordonné à l'autorisation préalable du Directeur Central des marchés et contrats, après avis de l'Administration bénéficiaire.

2) L'entrepreneur ou le fournisseur qui passe outre la formalité prévue à l'alinéa précédent encourt la résiliation de son marché.

3) Le recours à des tiers laisse le titulaire responsable de l'exécution de son marché.

4. OBJET

Article 10.- 1) Les prestations qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à la nature et à l'étendue des besoins à satisfaire.

2) Les spécifications et la consistance de ces prestations doivent être déterminées aussi exactement que possible par les études techniques prévues à l'article 19 ci-dessous avant appel à la concurrence ou toute négociation.

5. LE PRIX

Article 11.- 1) Le marché peut comporter soit un prix global forfaitaire pour l'ensemble de la prestation commandée soit un ou plusieurs prix de règlement en fonction de l'importance des prestations exécutées.

2) Le prix est ferme lorsqu'il ne peut être modifié à raison des variations des conditions économiques. Il est variable dans le cas contraire ; la révision et les conditions de celle-ci doivent être expressément prévues dans le marché.

3) Exceptionnellement des marchés à prix provisoire peuvent être passés dans les conditions fixées à l'article 55 du présent décret.

4) ~~Les soumissions ou les offres~~ doivent être accompagnées d'un devis descriptif et d'un devis estimatif détaillé comportant toutes indications permettant d'apprécier les propositions des prix des travaux ou fournitures. Ces devis n'ont pas de valeur contractuelle.

Article 12.- 1) Les marchés peuvent comporter une clause de révision de prix si le montant initial est égal ou supérieur à 10 millions de francs et leur délai d'exécution égal ou supérieur à six mois.

2) Les prestations exécutées au cours des six mois qui suivent la date de démarrage des travaux sont réglées sans révision des prix du marché.

3) Lorsqu'un marché comporte une clause de variation des prix, le prix initial peut être révisé :

.../...

- a) soit à la fin de l'exécution du marché ;
- b) soit par fractions successives liées au versement d'acomptes et paiement pour soldé.

Article 13. - Les clauses prévoyant une somme à valoir ne peuvent être insérées dans les marchés à prix révisable, en vue uniquement du règlement des variations de prix.

Article 14. - Les cahiers des charges déterminent notamment :

- Le seuil de révision ou pourcentage préalablement fixé du prix global du marché à partir duquel la révision s'impose; ce pourcentage doit être au moins égal à 5% du prix global du marché ;
- La marge neutralisée, ou pourcentage préalablement fixé du prix global du marché qui demeurera à la charge du titulaire en cas d'augmentation du prix ou à son bénéfice en cas de diminution; ce pourcentage doit être inférieur ou au plus égal au seuil de révision.

Article 15. - Les marchés à prix révisable peuvent comporter une clause de sauvegarde permettant en cas de variation du prix supérieur à 30% soit la discussion et la conclusion d'un nouveau prix, soit la résiliation du marché et sa liquidation dans les conditions fixées par les cahiers des charges.

Article 16. - Lorsque le marché comporte des prestations exécutées en régie ou rémunérées sur la base des dépenses contrôlées, il doit indiquer la nature, le mode de décompte et éventuellement, la valeur des divers éléments qui concourent à la détermination du prix de règlement.

TITRE II. - PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 17. - Les marchés publics sont passés après mise en concurrence dans les conditions et sous les réserves fixées par le présent décret.

Article 18. - 1) L'initiative de la passation d'un marché public appartient au Directeur Central des marchés et contrats après saisine par l'Administration bénéficiaire des prestations qui en font l'objet.

2) Concourent à la préparation et à la passation des marchés publics dans les conditions du présent décret :

- La Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat ;

- La Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat.

- Les services compétents de l'Administration bénéficiaire des prestations ;

Eventuellement les services techniques compétents compte tenu des prestations envisagées.

Article 19.- 1) Les études techniques préalables visées à l'article 10 ci-dessus sont effectuées par les services techniques et compétents, à la demande écrite de l'administration bénéficiaire, ou de la Direction Centrale des Marchés.

2) Avant tout appel à la concurrence ou toute négociation, les études techniques préalables doivent être approuvées par la "Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat".

3) Cette Commission se réunit sur l'initiative de son Président ou sur les instructions qui lui sont données par le Président de la République.

4) L'avis de cette Commission est versé au dossier du marché correspondant.

Article 20.- 1) Le choix de la procédure du marché incombe à la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat sauf instructions particulières du Président de la République.

2) Quelle que soit la procédure retenue pour la passation d'un marché, l'appel aux entrepreneurs ou fournisseurs doit être lancé par la Direction Centrale des Marchés après approbation des études préalables, sous réserves de l'application des dispositions des conventions de financement d'aide extérieure, et de la disponibilité des crédits au budget confirmée par l'ordonnateur.

CHAPITRE II - PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Article 21.- Les marchés publics sont normalement passés sur appel d'offres et, exceptionnellement, par adjudication ou de gré à gré dans les cas énumérés à l'article 47 ci-dessous.

SECTION I : MARCHÉ SUR APPEL D'OFFRES

1. Le marché sur appel d'offres

Article 22.- 1) L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint ;

2) L'appel d'offres "ouvert" comporte un appel public à concurrence. Il peut être précédé d'une procédure de préselection des candidats.

3) L'appel d'offre "restreint" ne s'adresse qu'à un nombre limité de candidats choisis par la Direction des marchés après consultation de l'Administration bénéficiaire pour des raisons économiques, techniques ou de spécialisation;

4) La procédure de l'appel d'offres restreint n'est acceptable que si l'Administration a consulté au moins trois concurrents et reçu au moins deux soumissions valables.

Article 23.- 1) Compte tenu de la complexité ou de la technicité des prestations demandées, l'avis d'appel d'offres ouvert est publié au moins un mois avant la date limite fixée pour la réception des offres par voie d'affichage ou par tout autre moyen de publicité. Ce délai peut être réduit à 20 jours en cas d'urgence à condition que cette mesure ne nuise pas au libre exercice de la concurrence. Ce avis est

obligatoirement déposé auprès des Chambres de Commerce et d'Industrie.

2) L'avis d'appel d'offres restreint est directement adressé à chacun des candidats choisis.

Article 24.- L'avis d'appel d'offres comporte au moins les indications suivantes :

- 1) L'objet du marché ;
- 2) Le lieu ou les lieux où l'on peut prendre connaissance des cahiers des charges ;
- 3) Les conditions auxquelles doivent répondre les offres ;
- 4) Le lieu et la date limite de la réception des offres ;
- 5) Le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;
- 6) Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des soumissionnaires, telles que définies à l'article 26 ci-dessous ;
- 7) Eventuellement le règlement du concours ;

Article 25.- 1) Le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) un exemplaire de l'avis d'appel d'offres ;
- b) un cahier des charges.

2) Le retrait d'un dossier d'appel d'offres donne lieu à la perception d'un droit le montant est fixé par la Commission visée à l'article 19 ci-dessus.

3) Le montant de ce droit est fonction de l'importance des documents constituant le dossier. Il ne peut être inférieur à 20.000 francs.

Le retrait d'un avis d'appel d'offres est gratuit.

Article 26.- 1) Chaque concurrent doit joindre à sa demande les pièces indiquées ci-après :

1 - Une déclaration indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués et, s'il s'agit d'une société, la raison sociale, l'adresse du siège social, la nationalité, le N° d'inscription au registre du commerce, la forme sociale et le montant du capital social.

2 - Si le cahier des charges le prévoit, une note indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance soit soit des travaux déjà réalisés soit des prestations ou des fournitures déjà exécutées ou l'emploi occupé dans chacune des entreprises avec lesquelles il a collaboré, ainsi que les noms, qualité et domicile des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux, prestations ou fournitures ont été réalisés.

3 - Les justifications ci-après :

- a) une attestation signée du Directeur des impôts ou d'un de ses délégués certifiant qu'il a effectué la ou les déclarations réglementaires en matière d'impôts;
- b) une attestation de recouvrement délivrée par le comptable assignataire;
- c) une attestation de non faillite délivrée par le Greffier du Tribunal de Grande Instance du domicile ou du siège social;
- d) une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant qu'il a effectivement versé à la Caisse les sommes dont il est redevable;
- e) une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire.

4 - Eventuellement toutes autres pièces demandées par le cahier des charges et notamment l'acte de cautionnement provisoire lorsque celui-ci est exigé.

2 - Dans le cas prévu à l'alinéa 2 de l'article 7 ci-dessus, il est exigé pour chacune des entreprises associées, la présentation des pièces énumérées ci-dessus.

3 - Les justifications concernant les qualités et les capacités exigées des soumissionnaires installés à l'extérieur de la République Populaire du Congo doivent être précisées dans l'avis d'appel d'offres.

Article 27.- 1) l'inexactitude caractérisée des attestations ou justifications contenues dans le dossier peut entraîner, pour l'entreprise ou le fournisseur, l'exclusion temporaire ou définitive de sa participation aux marchés publics prononcés par le Directeur Central des Marchés, sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

2) La liste des entreprises et fournisseurs exclus est communiquée à tous les départements ministériels, aux autorités régionales, aux Directeurs des Entreprises Publiques et aux Présidents des Chambres Consulaires.

3) Elle est affichée devant l'auditoire des tribunaux pendant la durée de l'exclusion.

Article 28.- 1) Lorsque l'inexactitude est constatée après notification du marché, le Directeur Central des Marchés et Contrats saisit la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat qui peut sans mise en demeure préalable et aux frais et au risque du titulaire prononcer :

- soit l'établissement d'une régie ;
- soit la résiliation du marché suivi ou non de la passation d'un autre marché.

2) Au cas où le marché a déjà connu un début d'exécution, les excédents de dépenses résultant de la régie ou de la passation d'un autre marché après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Administration.

Article 29.- 1)- Les offres sont établies au moins en double exemplaire et doivent être signées dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus. L'original est établi sur papier timbré.

2)- Elles sont placées sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure, qui porte indication de l'objet de l'appel d'offres, contient la déclaration de soumissionner et les autres pièces énumérées à l'article 26. L'enveloppe intérieure sur laquelle est inscrit le nom du candidat, contient l'offre.

3)- Les plis contenant les offres doivent être adressés au Directeur Central (Direction Centrale des Marchés) par voie postale et recommandée avec accusé de réception.

Ils peuvent également être déposés à la Direction Centrale des Marchés contre décharge et délivrance d'un récépissé portant la date du dépôt, le numéro d'enregistrement à l'exclusion de toute autre mention.

4)- A leur réception, les plis sont enregistrés dans l'ordre d'arrivée sur un registre spécial. Ils doivent rester cachetés jusqu'au moment de leur ouverture, dans les conditions fixées à l'article 30 ci-dessous.

5)- Ces prescriptions sont appliquées sous la responsabilité du Directeur Central des Marchés.

Article 30.- 1)- Les plis contenant les offres sont ouverts par le Directeur Central des Marchés et Contrats de l'Etat conformément aux dispositions portant organisation de la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat.

Il est procédé à cette ouverture dans les quaranté huit heures suivant la date limite de remise des offres.

La Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat juge de la régularité formelle et de la recevabilité des offres et donne son avis sur la valeur technique des offres.

Article 31.- 1)- La séance d'ouverture des plis contenant les offres n'est pas publique et les candidats n'y sont pas admis. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus dans les conditions fixées à l'article 29 ci-dessus au plus tard à la date limite fixée pour la réception des offres.

2) - Après ouverture de l'enveloppe extérieure, la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat vérifie si l'offre est présentée dans les formes prévues par l'article 28 ci-dessus et contrôle la présence des pièces énumérées à l'article 26 ci-dessus.

3) - La Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat arrête ensuite la liste des candidats agréés compte tenu du contrôle précédent en éliminant ceux qui n'ont pas satisfait aux conditions prévues à l'article 26 ci-dessus, ceux qui, bien qu'ayant satisfait à ces obligations, ne sont pas jugés aptes, pour des raisons techniques ou financières, à assurer l'exécution du marché.

4)- Les offres des concurrents non agréés leur sont retournées par pli recommandé sans que l'enveloppe intérieure contenant la soumission chiffrée et ses pièces ait été ouverte.

5) - Il est ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes intérieures des offres agréés, cette ouverture confirme l'agrément des soumissionnaires. Les pièces contenues dans ces enveloppes sont paraphées par le Président de Séance.

.../...

Article 32. 1) Après étude et vérification technique des différentes offres, la Direction Centrale des Marchés dresse un procès-verbal des opérations de dépouillement qui ne peut être rendu public ni communiqué à aucun candidat, qui retrace les opérations de dépouillement et qui contient l'avis technique du Groupe Permanent d'Etudes."

2) Ce procès-verbal, dont la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat est immédiatement saisie avec les pièces du dossier mentionné :

- a) La liste des candidats non agréés et les justifications de ce non agrément ;
- b) la liste des pièces contenues dans les enveloppes intérieures et le relevé des indications chiffrées qui y sont portées ;
- c) le classement des offres agréées en fonction :
 - 1) du prix des prestations ;
 - 2) de leur valeur technique ;
 - 3) des délais d'exécution ;
 - 4) de leur coût d'utilisation ;
 - 5) des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats ;
 - 6) de toute autre considération sous réserve qu'elle ait été spécifiée dans le dossier de l'appel d'offres.

Cette communication dessaisit la Direction des Marchés.

Article 33. - 1) Dans le cas où plusieurs offres jugées plus intéressantes que les autres sont tenues pour équivalentes, la Commission Nationale, pour départager les candidats peut demander à celui-ci de lui présenter de nouvelles offres. Hormis ce cas, la Commission Nationale ne peut discuter avec les candidats que pour se faire préciser ou compléter la teneur de leur offre.

2°) Une offre comportant une variante par rapport à l'objet du marché tel qu'il a été défini par l'Administration peut être prise en considération si une telle possibilité est expressément prévue par l'appel d'offres.

3°) En ce cas de divergence entre l'indication des prix en chiffres et en lettres, seule l'indication en lettres est prise en considération. En cas d'erreur matérielle évidente dans le calcul du prix global d'une

offre à prix unitaire, la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat invite le soumissionnaire à rectifier son offre, soit en le convoquant en séance, soit par lettre recommandée ; la rectification ne peut porter que sur l'erreur constatée. Toutefois l'Administration se réserve le droit de ne pas prendre en considération les erreurs d'omission.

4)- Les délais de dépouillement des offres, de préparation et d'attribution des marchés ne doivent pas excéder deux mois.

Article 34.- La Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat a le droit de ne pas donner suite à un appel d'offres si elle n'a pas obtenu de proposition qui lui paraisse acceptable. Dans ce cas, l'appel d'offre est déclaré infructueux et la Direction Centrale des marchés en avise tous les candidats. Il est alors procédé, soit à un nouvel appel d'offres, soit à un gré à gré en application de l'article 47 alinéa 5 ci-dessous.

2. CAS PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES AVEC CONCOURS

Article 35.- 1) Lorsque des motifs d'^{ordre} technique, esthétique ou financier justifient des recherches particulières, le concours peut porter :

- 1)- soit/^{sur} l'établissement d'un projet ;
- 2)- soit sur l'exécution d'un projet préalable établi ;
- 3)- soit à la fois sur l'établissement d'un projet et son exécution ;

4)- Dans tous les cas, il a lieu sur la base d'un programme, établi par l'Administration qui indique les besoins auxquels doit répondre la prestation et fixe, le cas échéant, le maximum de la dépense prévue pour l'exécution du projet.

Article 36.- Lorsque le concours est lancé par voie d'appel public à la concurrence, tous les candidats désirant y participer doivent en adresser la demande à la Direction Centrale des Marchés. Seuls sont admis à remettre des offres les candidats dont la demande est agréée par la Direction Centrale des Marchés.

.../...

Article 37. 1) Lorsque le concours ne porte que sur l'établissement d'un projet, le programme fixe les primes, récompenses ou avantages alloués ^{aux} auteurs des projets les mieux classés.

2) Le programme doit en outre prévoir :

a) soit que les projets primés deviennent en tout ou en partie propriété de l'Administration;

b) soit que l'Administration se réserve de faire exécuter par l'entrepreneur ou le fournisseur de son choix tout ou partie des projets primés, moyennant le versement d'une redevance fixée dans le programme lui-même ou déterminée ultérieurement à l'amiable ou après expertise.

3) Le programme du concours doit en outre indiquer si et dans quelles conditions les hommes de l'art, auteurs des projets, seront appelés à coopérer à l'exécution de leur projet primé.

4) La Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat ci-dessous examine les projets et donne son avis sur leur mérite.

5) Les primes, récompenses ou avantages prévus à l'alinéa 1 du présent article sont attribués par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat. Ils peuvent ne pas être accordés en tout ou en partie si les projets reçus ne sont pas jugés satisfaisants.

Article 38. 1) Lorsque le concours porte à la fois ^{sur} l'établissement d'un projet et son exécution ou seulement sur l'exécution d'un projet préalablement établi, l'attribution du marché est prononcée par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat après avis de la Direction Centrale de Marchés de l'Etat.

2) Avant l'attribution du Marché, la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat peut demander à l'ensemble des concurrents ou à tels d'entre eux d'apporter certaines modifications à leurs propositions.

Les procédés et les prix proposés par les concurrents ne peuvent être divulgués au cours de la discussion.

.../...

3) Il n'est pas donné suite au concours si aucun projet n'est ^{transmis} avec accusé de réception jugé acceptable: Les concurrents en sont avisés par lettre recommandée, ou par voie administrative.

SECTION 2 : MARCHES PAR ADJUDICATION PUBLIQUE

Article 39. 1) Les Marchés par adjudication publique comportent :

- l'appel public à la concurrence;
- la publicité de l'ouverture des soumissions et de l'attribution provisoire des Marchés;
- l'attribution du Marché s'il a été reçu au moins une soumission répondant aux conditions de l'adjudication;
- l'attribution du Marché au soumissionnaire le moins disant.

2) La Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat doit fixer un prix maximum au-delà duquel aucune attribution ne peut être prononcée.

Article 40. Sont seuls admis à soumissionner les candidats préalablement agréés par la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat.

Article 41. Les dispositions des articles 24 à 28 et 33 paragraphe 4 concernant l'appel d'offres ouvert sont également applicables en matière d'adjudication publique.

Article 42.- 1) Il est procédé par la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat au dépouillement des soumissions en séance publique A l'heure fixée pour ce dépouillement, les enveloppes extérieures des plis contenant les soumissions sont ouvertes et il est dressé un état des pièces que contient chacune d'elles.

2) ~~Cette formalité accomplie,~~ les concurrents et le public se retirent de la salle. Les membres de la Direction délibèrent et arrêtent la liste des candidats admis, sans faire connaître le motif des éliminations. Les soumissions des candidats éliminés sont rendues à ceux-ci sans avoir été ouvertes. Celles des candidats admis sont ouvertes et transmises avec le Procès-Verbal des opérations à la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

Article 43. Les soumissions présentant des différences substantielles avec le modèle sont éliminées par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

.../...

1) Il est procédé à l'ouverture du pli cacheté, contenant l'indication du prix maximum prévu à l'article 39 qui doit demeurer secret.

2)- Le candidat le moins disant est déclaré adjudicataire provisoire sous réserve de l'application des dispositions de l'alinéa suivant.

3)- Si aucun prix égal ou inférieur au prix n'a été proposé, la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat fait connaître qu'il n'est pas désigné d'adjudicataire. Les cahiers des charges peuvent prévoir la faculté de procéder séance tenante à la remise de nouvelles commissions. Cette procédure ne peut toutefois être renouvelée si elle ne donne aucun résultat.

Article 44.- Lorsque l'appréciation détaillée des soumissions ne peut pas être effectuée séance tenante, il doit y être procédé dans un délai fixé par le cahier des charges, délai qui ne peut excéder dix jours et durant lequel les soumissionnaires autres que celui qui a été déclaré adjudicataire provisoire restent dans l'éventualité de la désignation d'un autre adjudicataire provisoire.

Article 45.- 1°- Si le prix le plus bas est souscrit par plusieurs soumissionnaires, une nouvelle adjudication est ouverte séance tenante entre ces soumissionnaires seulement.

2)- Si les soumissionnaires intéressés se refusent à faire de nouvelles offres à des prix inférieurs, ou si les réductions offertes sont encore égales, ou si aucun des soumissionnaires ne s'est présenté, il est procédé entre eux à un tirage au sort pour désigner l'adjudicataire provisoire.

3)- Si parmi les soumissionnaires ayant souscrit le prix le plus bas, il se trouve une personne ou société bénéficiant d'un régime particulier, il est fait application des règles spéciales prévues en sa faveur. En cas d'égalité d'offre de telles personnes ou sociétés, il est procédé suivant les règles indiquées aux alinéas qui précèdent.

4)- Les résultats de l'adjudication sont consignés dans un procès-verbal qui doit intervenir dans le délai fixé à l'article 33 alinéas 4 ci-dessus.

.../...

SECTION 3 : MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ

Article 46.- Les marchés sont dits "de gré à gré" lorsque l'Administration engage librement les discussions qui lui paraissent utiles et attribue librement le marché à l'entrepreneur ou au fournisseur qu'elle a retenu.

2) L'Administration reste tenue de mettre en compétition dans toute la mesure du possible et par tous les moyens appropriés les entrepreneurs ou fournisseurs susceptibles de réaliser la prestation qui doit faire l'objet d'un tel marché.

Article 47.- Il ne peut être passé de marché de gré à gré que dans les cas limitativement énumérés ci-dessous.

1) pour des fournitures ou travaux dont le montant est égal ou inférieur à 50 millions.

2) Pour les fournisseurs dont la fabrication est exclusivement réservée, par des propriétaires de brevets d'invention, à eux-mêmes ou à leurs licenciés, ou pour des prestations qui ne peuvent être obtenues que d'un fournisseur, entrepreneur ou concessionnaire unique.

Sur décision de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat, il peut en être de même pour les travaux notamment d'entretien des routes, de bâtiments administratifs dont les prix ont été préalablement arrêtés par un acte officiel.

3)- Pour les travaux, fournitures ou services dont l'exécution ne peut, en raison des nécessités techniques ou d'investissements importants préalables, être confiée qu'à un entrepreneur ou fournisseur déterminé.

4)- Pour les objets, fournitures ou denrées, qu'en raison de leur nature particulière et de ^{la} spécialité de l'emploi auquel ils sont destinés, il y a intérêt à choisir et acheter aux lieux de production et de stockage.

5)- Pour les travaux, fournitures ou services qui ne sont exécutés qu'à titre de recherche, d'essai, d'expérimentation ou de mise au point.

6)- Pour les travaux, fournitures ou services qui, ayant donné lieu à un appel à la concurrence, n'ont fait l'objet d'aucune offre ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des offres inacceptables.

7)- Dans le cas d'urgence, pour les travaux, fournitures et services que l'Administration doit faire exécuter aux lieux et places des entrepreneurs défailants et à leurs frais et risques.

.../...

8) - Pour les travaux confiés aux entrepreneurs de services publics de transports, pour les affrètements, ainsi que pour les assurances sur les chargements qui s'en suivent.

9) - Pour les travaux, fournitures ou services qui dans les cas d'urgence impérieuse motivée par les circonstances imprévisibles, ne peuvent pas subir, sur l'appréciation du Président de la République, les délais d'une procédure d'appel à la concurrence.

10) - Pour les travaux, fournitures ou services, lorsque les circonstances exigent que l'exécution des prestations soit tenue secrète.

11) - Lorsqu'une telle procédure découle d'une convention internationale ou a été retenue par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat pour des raisons particulières tenant notamment à la complexité, à la spécificité de l'objet sur lequel porte le Marché.

SECTION IV : LES MARCHES SPECIAUX

Article 48. - Les Marchés Spéciaux sont des types de Marchés ne comportant pas toutes les mentions définies à l'article 4 ci-dessus.

Ils comprennent :

- 1) - Les Marchés d'études ;
- 2) - Les Marchés à prix provisoire ;
- 3) - Les Marchés à programme ;
- 4) - Les Marchés à commande ;
- 5) - Les Marchés de clientèle

- MARCHÉ D'ETUDES

Article 49. - 1) - Lorsque l'Administration n'est pas en mesure de mener à leur terme les études nécessaires pour aboutir directement à des réalisations, elle a recours à des marchés d'études.

2) - Ces marchés doivent être nettement définis quant à leur objet et à leur étendue pour permettre la mise en compétition de la détermination de la rémunération du chercheur.

3) - Ils peuvent être passés à prix provisoire dans les conditions fixées par les articles 55 et 56 ci-dessous.

Article 50. - Les Marchés d'études peuvent être précédés de "marchés de définition" qui permettent de préciser les buts et les moyens en personnel et en matériel à mettre en oeuvre pour les réalisations des études, les éléments du prix, les différentes phases ^{que} peuvent comporter les études.

2)- La passation d'un marché de définition doit être précédé d'un recensement de l'ensemble des entreprises et des organismes qualifiés pour procéder aux études considérées.

3)- Les marchés de définition sont passés suivant la procédure de gré à gré. Ils peuvent être conclus avec un seul ou plusieurs chercheurs.

Article 51.- 1°- En l'absence d'un marché de définition, le marché d'étude est passé dans toute la mesure du possible après la mise en compétition. L'attributaire est désigné en considération de sa compétence appréciée en fonction de ses références, des moyens dont il dispose, des solutions techniques proposées et du prix offert.

2°- L'étude qui fait suite à un marché de définition est attribuée, sur la base de ses propositions, à l'auteur de la solution retenue. Si des éléments de plusieurs solutions sont retenus, l'Administration se réserve le droit de confier à leurs auteurs la partie des études correspondant à ces éléments de solution.

Article 52.- 1)- Le marché doit prévoir la possibilité d'arrêter l'étude soit à l'issue d'un délai déterminé, soit lorsque les dépenses atteignent un montant.

2)- Lorsque sa nature et son importance le justifient, l'étude est scindée en plusieurs phases, chacune assortie d'un prix. En ce cas, le marché peut prévoir l'arrêt de son exécution au terme de ces phases.

Article 53.- ^{Aucune} dépense afférente à un marché d'étude ^{ne} peut être imputée sur les fabrications et ouvrages ultérieurs relatifs à ce marché.

Article 54.- L'Etat dispose des résultats de l'étude pour ses besoins propres et ceux des collectivités et organismes mentionnés par le marché. Celui-ci prévoit les droits réservés au titulaire dans le cas de fabrication et d'ouvrages réalisés à la suite des études. Les droits de propriété industrielle qui peuvent naître à l'occasion ou au cours de l'étude sont en principe acquis au titulaire. Toutefois l'Etat peut se réserver tout en partie de ses droits par une disposition du marché.

.../...

2 - MARCHE A PRIX PROVISOIRE

Article 55.- A titre exceptionnel, pour les travaux ou fournitures complexes ou d'une technique nouvelle et présentant, soit un caractère d'urgence impérieuse, soit des aléas techniques importants, qui/a ^{obligent} commencer l'exécution du marché alors que toutes les conditions ne peuvent être complètement déterminées, il peut être passé des marchés à prix provisoire avec les entrepreneurs ou fournisseurs qui se soumettent à un contrôle particulier de l'Administration.

Article 56.- Le marché à prix provisoire doit préciser outre les conditions d'exercice du contrôle par l'Administration et notamment les obligations comptables imposées au titulaire du marché, les éléments et les règles servant de base à la détermination du prix définitif de la prestation tel qu'il est fixé par l'avenant prévu à l'alinéa ci-après.

Un avenant fixant les clauses définitives du marché et notamment le prix définitif ou au moins les conditions de sa détermination doit intervenir au plus tard avant l'expiration du premier tiers de la durée de l'exécution fixée par le marché, durée comptée à partir de l'expiration de la période de démarrage éventuellement prévue.

3 - LES MARCHES A PROGRAMME

Article 57.- 1) L'Administration procède par marchés dits à programme lorsque ses besoins annuels ou pluriannuels ne peuvent au départ être déterminés avec précision ou excèdent des possibilités de stockage, mais on revanche se justifient, soit par des conditions contractuelles avantageuses pour elle, soit par l'établissement par les fournisseurs de plans de fabrication échelonnés.

2)- Les engagements de dépenses et les règlements qui en découlent doivent demeurer respectivement dans les limites des autorisations d'engagement et des crédits de paiement disponibles.

3)- A chaque commande, l'Administration doit préciser les prestations à exécuter en fonction des besoins à satisfaire ainsi que le lieu et le délai de leur exécution.

Article 58.- 1)- Les marchés à programme doivent indiquer la durée pour laquelle ils sont conclus. Ils peuvent comporter une clause de tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale du contrat puisse excéder cinq ans.

2)- Ils doivent en outre comporter une clause de dénonciation avec préavis utilisable par l'une ou l'autre des parties au contrat.

4. LES MARCHES A COMMANDE

Article 59. - Les Marchés à commandes sont des marchés pour lesquels il n'est fixé que le minimum et le maximum des prestations arrêtés en valeur et en quantités susceptibles d'être commandés au cours d'une période déterminée, n'excédant pas celles des crédits de paiement.

L'Administration fixe les quantités, pour chaque commande, en fonction des besoins à satisfaire, et la durée pour laquelle le marché est conclu. Le cas échéant, le marché comporte une clause de tacite reconduction, sans que la durée totale du contrat puisse excéder 5 années.

5. LES MARCHES A CLIENTELE

Article 60. - Les marchés à clientèle sont des marchés par lesquels l'Administration s'engage à confier à un entrepreneur, pour cinq ans au plus, l'exécution de certaines prestations suivant commandes au fur et à mesure des besoins.

Il peut être stipulé que chacune des parties aura la faculté, à des dates prévues à l'avance, de procéder à la révision des conditions du marché ou à sa dénonciation, au cas où un accord n'interviendrait pas ^{sur} cette révision.

CHAPITRE III - CAHIERS DES CHARGES

Article 61. - Les cahiers des charges précisent les conditions dans lesquelles les marchés passés en application du présent décret sont exécutés.

Ils comprennent notamment :

1° - Les cahiers de charges administratives qui fixent les dispositions administratives applicables à tous les marchés de travaux, de fourniture ou de services passés au nom de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics.

2° - Les cahiers des prescriptions communes (CPC) qui fixent essentiellement les dispositions techniques applicables à tous les marchés portant sur une même nature de travaux, de fournitures ou services passés par une collectivité publique ou un même service spécialisé.

3° - Les cahiers de prescriptions communes (CPC) peuvent, en outre, sans toutefois déroger aux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) préciser notamment :

Les modalités de calcul du prix et d'application des clauses de révision de ce prix s'il paraît nécessaire de les insérer au marché.

.../...

- Les modalités d'attribution, de calcul et de versement d'avances et d'acomptes et de règlement du prix du marché.

3)- Les cahiers de prescriptions spéciales (CPS) qui fixent les clauses propres à chaque marché et comportent obligatoirement l'indication des textes applicables ainsi que des articles des cahiers de clauses administratives générales (CCAG) et des cahiers de prescriptions communes (CPC) auxquels il est éventuellement dérogé.

Article 62.- 1) Les cahiers des clauses administratives générales sont mis en vigueur après avis de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat par Décret du Président de la République.

2)- Les cahiers des prescriptions communes élaborés par les départements ministériels compétents sont mis en vigueur après avis de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés de l'Etat par Décret du Président de la République.

CHAPITRE V. - SIGNATURE ET APPROBATION DES MARCHES

Article 63.- 1)- Après décision de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés de l'Etat, le marché est signé par le Directeur Central des Marchés et Contrats de l'Etat et par le Président de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

2)- Le marché signé est approuvé par le Ministre des Finances lorsque le montant du marché est égal ou inférieur à deux cent millions de francs (200.000.000), ou par le Premier Ministre, lorsque ce montant est supérieur à deux cent millions (200.000.000) et inférieur ou égal à cinq cent millions de francs (500.000.000).

L'autorité d'approbation peut, dans un délais de sept (7) jours à compter de la présentation du marché à son approbation, faire parvenir ses observations écrites au Président de la Commission de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

Lorsque les observations ainsi faites n'ont pas été suivies par la Commission, le marché est soumis à l'approbation du Président de la République.

3)- Le marché signé est soumis à l'approbation du Président de la République lorsque le montant du marché excède cinq cent millions de francs (500.000.000).

Article 64.— Les formalités prévues par l'article 63 ci-dessus sont accomplies à la diligence du Directeur Central des Marchés, dans un délai de 8 jours à compter de la présentation du marché à l'autorité compétente. Passé ce délai la compétence d'approbation appartient au Président de la République.

Article 65.— 1) Sauf le cas où l'approbation est donnée par le Président de la République, tout marché n'est parfait et exécutoire qu'après avis conforme du Président de la République. La forme et la procédure de formulation de cet avis seront précisées par arrêté présidentiel.

2) Le Président de la République peut, sous sa direction et sa responsabilité déléguer les compétences visées à l'alinéa précédent à telle autorité de son choix.

Article 66.— La notification des marchés au titulaire est faite à la diligence de la direction centrale des marchés dans les 5 jours suivant la date de l'accomplissement de la dernière des formalités prescrites aux articles 63, 64 et 65 ci-dessus.

Article 67.— Le titulaire du marché peut, après expiration du délai d'engagement par la soumission prévue à l'article 24, refuser la notification du marché sous réserve d'en avoir fait la déclaration écrite par lettre recommandée avant la date de cette notification.

Article 68.— Dès les notifications du marché au titulaire, les autres soumissionnaires sont avisés du rejet de leurs offres, et libérés de leur cautionnement provisoire.

Article 69.— Dans les 15 jours qui suivent la notification, un exemplaire du marché accompagné de l'ordre de service de commencer les travaux est adressé par la Direction Centrale à l'autorité administrative sur le territoire de laquelle il doit être exécuté, à l'Administration bénéficiaire, au Ministère du Plan et au Secrétariat Général du Gouvernement.

TITRE III : GARANTIES EXIGÉES DES TITULAIRES DES MARCHES PUBLICS

Article 70.— 1) Les cahiers des charges déterminent la nature et l'importance des garanties pécuniaires à fournir par les titulaires des marchés pour assurer une exécution correcte de leurs engagements.

2)- Ces garanties sont la caution solidaire d'un établissement bancaire couvrant le montant des avances perçues et la retenue de garantie qui assure la bonne qualité des prestations.

Article 71.- 1)- Les petites et moyennes entreprises appartenant aux nationaux congolais peuvent produire une hypothèque légale à la place de la caution solidaire bancaire et de la retenue de garantie.

La caution personnelle et solidaire doit s'engager à verser jusqu'à concurrence du montant garanti, les sommes dont le titulaire viendrait à se trouver débiteur au titre du marché. Ce versement est fait sur ordre du Directeur Central des marchés.

Article 72.- 1)- La retenue de garantie ne peut être supérieure à 10 % du montant du marché augmenté, le cas échéant de celui des avenants.

2)- Elle est opérée par précompte sur les sommes dues au titre du marché et reversée dans un compte de consignation au Trésor Public.

Article 73.- 1)- Les cautions personnelles et solidaires sont libérées à la suite d'une mainlevée donnée par l'ordonnateur dans le délai d'un mois suivant la date de la réception provisoire des travaux, fournitures ou services, pour autant que le titulaire du marché a rempli à cette date ses obligations au regard de l'Administration. Copie de cette mainlevée doit être adressée immédiatement à la Direction Centrale des Marchés.

~~2)- La retenue de garantie est restituée dans un délai d'un mois suivant la date de la réception définitive, dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent du présent article.~~

Article 74.- Les titulaires des marchés d'un montant inférieur à 50 millions de francs peuvent être dispensés, par décision de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat, de l'obligation de fournir tout ou partie de la garantie pécuniaire. Mention de cette dispense doit être portée dans leur cahier des charges.

Article 75.- Les cahiers de charges peuvent prévoir à titre exceptionnel des garanties d'une autre nature. Ils déterminent les garanties particulières exigées des titulaires des marchés auxquels l'Administration a remis en vue de l'exécution des prestations prévues, de matériels, des machines, outillages ou approvisionnements, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un transfert de propriété.

Article 76.- 1) Les établissements publics ou les entreprises dans lesquels la puissance publique détient plus de 50% du capital social peuvent ne pas être soumis au cautionnement et à la retenue prévue à l'article 61.

2) La même disposition peut être prévue par le marché en faveur des entreprises concessionnaires assurant un service public.

TITRE IV - REGLEMENT DES MARCHES

Chapitre premier - Avances et Acomptes

Article 77.- 1) Les marchés donnent lieu à des versements, soit à titre d'avances ou d'acomptes, soit à titre de règlement pour solde.

2) Les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnés les versements d'avances ou d'acomptes sont déterminées par les cahiers des charges visés à l'article 60 et les dispositions des articles 78 à 93 ci-après.

Section I - Avances

Article 78.- 1) Des avances peuvent être accordées au titulaire d'un marché en raison d'opérations préparatoires à son examen.

2) Le montant des avances est au plus égal au montant des dépenses exposées par le titulaire et contrôlées par l'Administration, sans que leur total puisse dépasser 30% du montant initial du marché.

3) Par dérogation à l'alinéa 2 ci-dessus, une avance d'un montant supérieur à 30% ou égal à la totalité du marché peut être exceptionnellement accordée, notamment si les conditions du marché international en la matière l'exigent.

Article 79.- 1) Le paiement d'une avance ne peut intervenir que si le bénéficiaire a constitué une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles 70 et 71. Le certificat de caution doit être joint au total du montant des avances consenties.

Article 80.- Le remboursement des avances s'effectue par précomptes sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le rythme de ce remboursement doit être fixé par le marché.

Article 81.- Le remboursement intégral des avances est immédiatement exigible du fait de la résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause et, quelles que soient les contestations ouvertes avec l'entrepreneur ou le fournisseur et l'état des versements effectués à son profit.

SECTION II : ACOMPTES

Article 82.- Tout titulaire d'un marché prévoyant un délai d'exécution supérieur à trois mois a droit au versement d'acomptes pour les prestations réalisées au cours du marché et aussi des acomptes sur le prix des matériaux, matières premières ou objets fabriqués approvisionnés par lui-même, soit par l'intermédiaire de sous-traitants ou de sous commandiers lorsque ceux-ci ne bénéficient pas des dispositions de l'article 87.

Article 83.- Le montant d'aucun acompte ne doit excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte: cette valeur est appréciée selon les termes du contrat: il y a lieu d'en déduire la part des avances consenties qui doit être retenue en application des dispositions des articles 80 et 81.

Article 84.- Les acomptes peuvent s'échelonner pendant la durée d'exécution du marché suivant les termes périodiques ou en fonction de phases techniques d'exécution, définis par le marché.

Article 85.- Les versements d'acomptes doivent intervenir au moins tous les trois mois lorsque se trouvent réalisées les conditions indiquées à l'article 86 et éventuellement à l'article 87.

Article 86.- Dans le cas d'acomptes versés en fonction de phases techniques d'exécution, le marché peut fixer forfaitairement sous réserve de l'application des dispositions des articles 80, 81 et 85 le montant de chaque acompte sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Article 87.- 1) Les sous-traitants et sous-commandiers agréés peuvent obtenir directement de l'administration, avec l'accord du titulaire du marché, le règlement des travaux, fournitures ou services dont ils ont assuré l'exécution et qui n'ont pas déjà donné lieu à paiement au profit du titulaire.

2) Ce règlement est subordonné à la réalisation des conditions suivantes :

1°- L'agrément donné par l'Administration au sous-traitant ou sous-commandier doit faire l'objet d'une disposition expresse insérée, soit dans le marché, soit dans un avenant.

2°- Le marché ou l'avenant doit indiquer d'une manière précise la nature et la valeur des travaux, fournitures à exécuter par le titulaire et par chacun des sous-traitants ou sous-commandiers agréés, nommément désignés.

3°- Le titulaire du marché doit revêtir de son acceptation les attachements ou procès-verbaux administratifs produits à l'appui des travaux, fournitures ou services exécutés par le sous-traitant ou le sous-commandier agréé. Il demeure responsable des travaux et fournitures ou services exécutés par ceux-ci comme s'ils l'étaient par lui-même.

SECTION III

Dispositions communes sur avances, aux acomptes et solde

Article 88.- 1) Sauf accord de l'Administration constaté par avenant, le titulaire d'un marché, les sous-traitants et sous-commandiers bénéficiaires des dispositions de l'article 87 ne peuvent disposer des approvisionnements ayant fait l'objet d'avances ou d'acomptes pour d'autres travaux ou fournitures que ceux prévus au contrat.

2) Lorsque le titulaire du marché, les sous-traitants ou sous-commandiers sont autorisés à disposer des approvisionnements, l'avenant établi à cet effet doit préciser les conditions dans lesquelles les versements d'avances ou d'acomptes correspondants doivent être restitués ou retenus sur les versements à intervenir.

Article 89.- Les règlements d'avances et d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs : leurs bénéficiaires en sont débiteurs jusqu'au règlement final du marché.

Article 90.- Lorsque des avances ont été accordées et que, par application de l'article 84, elles sont remboursées par précomptes sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde, la clause de révision de prix ne s'applique que sur la différence entre le montant initial de l'acompte ou du solde et le montant de l'avance à déduire. Toutefois, lorsque la preuve est apportée par l'une des parties que les catégories de dépenses à raison desquelles les avances ont été versées, ont été affectées par des variations de prix, la clause de révision est appliquée au montant de l'acompte ou du solde avant précompte du montant de l'avance.

Article 91.- Le cahier des charges peut prévoir en contrepartie du paiement d'acomptes le transfert à la collectivité publique contractante de la propriété des biens correspondant à ces acomptes, les bénéficiaires des acomptes assurant à leur égard s'il y a lieu la responsabilité légale du dépositaire.

Article 92.- 1) En cas de résiliation totale ou partielle du marché, et sur décision de la Commission Nationale de Centralisation et de coordination des Marchés et Contrats de l'Etat l'ordonnateur peut sans attendre la liquidation définitive et si la demande écrite lui est faite, mandater au profit du titulaire 80 % au maximum du solde créditeur que fait apparaître une liquidation provisoire.

2) Réciproquement, si la liquidation fait apparaître un solde créditeur au profit de l'Administration, celle-ci peut exiger du titulaire du marché le reversement immédiat de 80 % du montant de ce solde.

3) Toutefois, un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, si le marché a prévu un cautionnement, ou s'il fournit la garantie d'une caution personnelle s'engageant solidairement avec lui à rembourser 80 % du montant de ce solde.

4) Les dispositions du présent article sont applicables aux sous-traitants et sous-commanditaires bénéficiaires des dispositions de l'article 95, sous réserve, en cas de solde créditeur à leur profit, que le décompte de liquidation provisoire des travaux, fournitures ou services qu'ils ont exécutés soit revêtu de l'acceptation du titulaire du marché.

Article 93.- Le montant des pénalités infligées au titulaire d'un marché est imputé en recette au budget de la collectivité publique ou de l'établissement public contractant, sauf lorsque ce montant peut être retenu sur les sommes dues au titre du marché au quel cas il vient en atténuation de la dépense.

CHAPITRE II - DELAIS DE REGLEMENT

Article 94. La constatation des opérations effectuées au titre d'un marché et donnant lieu au versement d'avances ou d'acomptes ou au paiement pour solde est faite sur un écrit établi suivant les stipulations du contrat, à la diligence de la Direction Centrale des Marchés.

Article 95.- 1) Tout marché doit préciser les délais ouverts à l'Administration pour procéder aux constatations ouvrant droit à acomptes ou à paiement pour solde.

2) Les délais courent à partir des termes périodiques ou terme final fixés par le marché. Lorsque le marché n'a pas fixé de tels termes, le délai est de un mois à partir de la réception de la demande du titulaire, appuyée, si besoin est, des justifications nécessaires.

3) L'absence de constatation non justifiée quinze jours après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, ouvre droit, lorsqu'elle est imputable à l'Administration, à des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration du délai jusqu'à celui inclus de la constatation.

Article 96.- 1) Le paiement des sommes à titre d'acompte ou de solde doit intervenir dans un délai maximum de 60 jours, à compter de la date de réception par l'ordonnateur de l'écrit constatant la créance accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires.

2) Le défaut de paiement non justifié dans ce délai de 60 jours fait courir de plein droit des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration du délai jusqu'au jour inclus de la délivrance du titre de paiement.

Article 97.- Trente jours après la réception de l'écrit visé à l'alinéa 1er de l'article précédent, le Directeur Central sur rapport de l'ordonnateur doit aviser le cas échéant le titulaire du marché et éventuellement les sous-traitants et les sous-commandiers bénéficiaires des dispositions de l'article 51 des motifs pour lesquels les prestations constatées ne peuvent donner lieu au paiement d'un acompte au moins partiel du solde.

2) Si cette notification n'est faite qu'après l'expiration de ce délai de trente jours, le retard, non justifié, ouvre droit à des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration du délai jusqu'à celui de la notification.

Article 98.- Les intérêts moratoires ^{prévus} à l'article précédent sont calculés sur le montant des droits à acomptes ou à paiement pour solde à un taux supérieur de 1 % au taux d'escompte à court terme de l'institut d'émission.

Article 99.- Dans le cas où les documents contractuels prévoient l'échelonnement dans le temps des phases successives d'exécution et des versements auxquels elles doivent donner lieu, aucune créance ne peut être exigible, aucun intérêt moratoire ne peut commencer à courir avant les dates ainsi prévues par le contrat.

TITRE V - CONTROLE DES MARCHES

SECTION I - CONTROLES GENERAUX

Article 100.- En dehors des contrôles normaux institués par les textes généraux en matière de dépenses des collectivités publiques et des établissements publics, les administrations bénéficiaires, les départements techniques et la Direction Centrale des Marchés sont habilités, chacun en ce qui ^{le} concerne, à fixer des contrôles concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés.

Ces contrôles sont fixés pour chaque catégorie de marchés portant sur une même nature de travaux, fournitures ou services.

SECTION 2 - CONTROLES SPECIAUX

1. Contrôle du prix de revient de certains marchés

Article 101.- 1) Dans les cas des marchés de travaux, fournitures ou services pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre d'entreprises compétentes, des motifs ou des raisons d'urgence impérieuses ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement, les entreprises titulaires desdits marchés doivent fournir à la Direction Centrale contractante, si celle-ci en fait la demande, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations qui en font l'objet.

2) Ces entreprises ont l'obligation de permettre et de faciliter la vérification éventuelle sur pièces et sur place de l'exactitude de renseignements par les agents de l'administration.

3) Les entreprises soumises aux dispositions des alinéas précédents peuvent être assujéties à présenter leurs bilans, comptes de pertes et profits et comptes d'exploitation ainsi que leur compatibilité analytique d'exploitation ou, à défaut de celle-ci, tous documents de nature à permettre l'établissement des prix de revient, sous des formes déterminées par nature d'entreprises, par décision de la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

Ces décisions peuvent également déterminer les règles pour la tenue de comptabilités spéciales à chaque marché.

Article 102.- 1) La référence aux obligations prévues à l'article précédent doit figurer dans les documents contractuels du marché soumis au contrôle.

2) Les documents contractuels visés à l'alinéa précédent, fixent les sanctions applicables au cas où l'entreprise soumise à ces obligations refuse de communiquer des pièces ou des documents, fournit des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification.

Article 103.- La décision d'exercer le contrôle du prix de revient en application de l'Article 101 est prise par la Direction des Marchés et Contrats de l'Etat.

Article 104.- Le contrôle prévu à l'article 101 est exercé sur ordre de la Direction Centrale des Marchés par des fonctionnaires ou agents astreints au secret professionnel.

Article 105.- Les renseignements obtenus ne peuvent être utilisés à des fins autres que le contrôle du prix de revient du marché soumis au contrôle ou de tout autre marché analogue.

2. Obligations d'ordre comptable imposées aux titulaires de certaines Catégories de marchés.

Article 106.- Les cahiers des charges régissant les catégories de marchés énumérés ci-après doivent contenir des clauses par lesquelles les entreprises et fournisseurs s'engagent à observer les dispositions de l'article 107 et à permettre à l'Administration Contractante de prendre connaissance des divers documents prévus à ce même article :

1°)- Marchés à prix provisoire visés par l'article 55 en vue de la détermination du prix définitif;

2°)- Marchés de gré à gré ayant pour objet la fourniture de matériels conçus par les services de l'Etat ou à leur demande, et dont le prix n'est déterminé que pour une tranche d'une série ou d'un programme de fabrication, en vue de la détermination du prix des tranches ultérieures.

Article 107.- La comptabilité de l'entreprise qui exécute le marché visé à l'article 106 doit retracer sans omission ni double emploi avec justifications à l'appui les opérations se rapportant à ce marché et permettant de dégager:

1°- Les dépenses afférentes aux approvisionnements, matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc... destinés à entrer dans la composition des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché, les frais concernant la main d'oeuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution des travaux ou fournitures ainsi que toutes autres charges individualisées, directement applicables au marché.

2°) Toutes autres charges dites indirectes, imputables pour partie seulement au marché. Préalablement à la passation du marché, l'Administration doit se faire produire par le candidat les règles de répartition des charges indirectes adoptées par lui en fonction de la structure et des conditions d'exploitation de l'entreprise.

Article 108. - Chaque entreprise dresse :

1° Un tableau faisant ressortir les éléments de calcul de l'amortissement de ses principales installations ou de ses principaux équipements utilisés pour l'exécution du marché.

2° Un état spécial présentant le montant des charges indirectes à répartir suivant les règles adoptées et les répartitions opérées entre le marché et les autres travaux, fournitures ou services.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 109. - La remise des pénalités est prononcée par la Commission Nationale de Centralisation et de Coordination des Marchés et Contrats de l'Etat.

Article 110. - Le marché est réalisé de plein droit dans le cas suivants :

- a) décès du titulaire du marché ; dans ce cas, l'Administration peut, s'il y a lieu, accepter des offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux ;
- b) en cas de faillite de l'entrepreneur, sauf à l'Administration à accepter les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise ;
- c) en cas de liquidation judiciaire, si le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son industrie ;
- d) en cas de dissolution de l'entreprise ;
- e) en cas de défaillance de l'entrepreneur à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la date de la mise en demeure faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie administrative et demeurée sans suite utile.

.../...

Article 111.- Le Tribunal de Grande Instance, conformément à la loi n°6/62 du 20 Janvier 1962 sur la compétence administrative des juridictions, est compétent pour connaître du contentieux des marchés publics règlementés par le présent décret.

TITRE VII - DISPOSITIONS FINALES

Article 112.- Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret et notamment les décrets 59/61 du 9 Mars 1959 modifié par décret 77/587 du 16 Novembre 1977 et décret 67/241 du 25 Août 1967.

Article 113.- Le Premier Ministre et les Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent décret qui entre en vigueur à la date de sa signature et sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./.-

Fait à Brazzaville, le 22 Avril 1982

le Président du Comité Central du
Congolais du Travail, Président
de la République, Chef de l'Etat,
Président du Conseil des Ministres
Premier Ministre, Chef du
Gouvernement

Lonel Louis SYLVAIN-GOMA.-

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO.-

Le Ministre des Finances

Itihi-Ossetoumba LEKOUNDZOU.-